

RÉDACTION-ADMINISTRATION  
12, Rue Feydeau, 12  
PARIS (2<sup>e</sup> Arr.)  
Téléphone : Central 07-47  
AD. TELEGRAPHIQUE : Nalpopul-Paris

DIRECTEUR POLITIQUE  
JEAN LONGUET

DIRECTEUR LITTÉRAIRE  
HENRI BARBUSSE

RÉDACTEUR EN CHEF  
PAUL FAURE

# Le Populaire

de Paris. Journal Socialiste du Soir

L'Union des travailleurs fera la paix du monde.  
ANATOLE FRANCE

70 CENTIMES LE NUMÉRO

ABONNEMENTS : 3 mois 6 mois 1 an  
PARIS (semaine 3-4-5) 7 fr. 13 fr. 25 fr.  
DEPARTEMENTS 8 fr. 15 fr. 29 fr.  
ÉTRANGER 10 fr. 18 fr. 35 fr.

ABONNEMENTS AU NUMÉRO  
SPÉCIAL DU SAMEDI 6 mois 1 an  
PARIS 4 fr. 1 fr.  
ÉTRANGER 6 fr. 1 fr.  
En dehors des frais d'envoi les bureaux de poste  
Publicité aux Bureaux du Journal

## L'intervention en Russie est enfin abandonnée

### C'est bien à gauche que l'Unité est maintenue

Que ceux de nos camarades qui craignent que l'Unité du Parti ait été conservée au prix de trop grandes concessions de la Gauche révolutionnaire lisent seulement la presse bourgeoise. Qu'ils parcourent les commentaires de tous nos ennemis de classe, de l'Echo de Paris ou de l'Action Française à la Victoire ou à l'étrange Politique, du citoyen Varenne, en passant par le Radical, l'Eclair, le Temps et les Débats. Partout ils constateront le dépit et la fureur de nos adversaires, de tous les chacals capitalistes qui s'approprient déjà à saluer par des hurlements de joie la division et l'impuissance du Socialisme français, à la veille de la bataille électorale.

Notre unité sauvegardée et consolidée, sur la base des principes que nous n'avons pas cessé de défendre ici — sans qu'on puisse dire qu'ils aient subi la moindre atténuation, ni le moindre affaiblissement, — il faut voir comme cela exaspère les Capus, les Berthoulats, les Maurras, les Gustaves Hervé, les Pierre Bertrand ! C'est déjà là une constatation qui est de nature à rassurer ceux de nos amis qui pourraient s'exagérer l'importance des concessions ou plutôt des marques de bonne volonté unitaire que nous avons données.

Certes, nous comprenons qu'un certain nombre de nos camarades, exaspérés par des votes et une politique qui leur apparaissent comme constituant de véritables provocations de la part de quelques élus, aient voulu s'en tenir étroitement à leur mandat et qu'en adoptant la motion Saumonneau ils aient joint leurs voix à ceux des purs kienthaliens. Encore que l'on puisse amicalement taquiner quelques-uns d'entre eux, comme l'a fait hier Brotteau, en opposant leur absolue rigidité des congrès avec leur réalisme, dont je les félicite, au sein de leurs fédérations.

Mais à ceux qui nous connaissent, qui savent quelles luttes nous avons menées depuis quatre ans, on fera difficilement admettre que nous puissions être prêts, comme l'insinue l'Echo de Paris, à constituer, dans l'équivoque, contre l'extrême-gauche du Parti, la « plus grosse majorité » dont rêvait jadis Renaudel et qui ferait simplement la politique des ex-majoritaires.

Pour affirmer semblable paradoxe, il faut avoir négligé de lire le texte voté, élaboré par la sous-commission, sur la base même de la proposition de notre bon ami Daniel Renoult, dont on sait quel est l'absolu désintéressement, la droiture et l'irréductible attachement aux principes socialistes les plus intransigeants.

Le texte sorti de sa collaboration avec Maurin, Lebas et Poisson constitue la synthèse unitaire nécessaire, mais de cette « unité à gauche », dont certains de nos camarades ex-majoritaires déclarent ne pas comprendre le sens.

Une fois de plus, qu'ils nous permettent de leur rappeler l'exemple de 1905. A ce moment-là fut créée notre unité. Et avec Guesde et Vaillant, j'aurais la fièvre à gauche. De telle sorte que ceux qui n'acceptaient pas le socialisme de lutte de classe, sanctionné par la résolution d'Amsterdam, comprennent que leur place n'était pas dans le Parti, tels Millard, Viviani, Augagneur, ou bien, y sentant l'air irrespirable pour eux, en sortirent bientôt, tels Briand ou... Cointant.

L'orientation du Parti à gauche, elle a été nettement établie par notre précédent Congrès, dont toutes les résolutions demeurent entières. Elle est confirmée par les conditions mêmes dans lesquelles la résolution rapportée par Maurin prévoit et l'action du Groupe parlementaire et son vote contre les crédits et la liberté des fédérations, dans le choix de leurs candidats, et le renforcement de la discipline à l'égard des élus.

Explicitement, elle indique que ceux d'entre les députés qui voteraient la Paix impériale de Versailles se mettraient hors du Parti.

Il est un reproche qui, s'il était exact, m'irait particulièrement au cœur. Ce serait celui d'avoir le moins du monde abandonné ou seulement négligé la Révolution russe.

Mais comment peut-on soutenir cela, quand on a assisté au Congrès ? Notre entière solidarité avec la République des Soviets, chaque fois qu'elle fut affirmée à la tribune, fut acclamée par les quatre cinquièmes des députés. La manifestation chaleureuse de sympathie dont fut l'objet la vaillante campagne de notre cher et admi-

nable ami, Jacques Sadoul, n'est pas moins significative.

Non, à l'heure où la classe ouvrière britannique vient d'affirmer avec une vigueur dont ce pauvre Lloyd George est encore tout éberlué, sa volonté d'arrêter les plans criminels de la Sainte-Alliance capitaliste contre la Russie bolchevik, le Socialisme français est plus résolu que jamais à s'affirmer à cet égard — comme à tous autres — en plein accord avec les prolétariats d'Angleterre et d'Italie.

On le sait bien au sein du Grand Conseil de l'Entente. On le sait si bien qu'on vient de prendre des décisions extrêmement importantes, qui constituent un premier et décisif résultat pour tous les amis du peuple russe et la plus belle récompense pour ceux qui ont mené ici, depuis un an, sa bataille. Elle réjouira particulièrement le cœur de nos braves amis américains, qui, avec Bullitt et Lincoln Steffens, ont été pour la Révolution russe les meilleurs et les plus utiles alliés.

Là encore, le Socialisme français ne recule pas d'un pouce. Bien au contraire. En redoublant ses efforts pour reconstituer l'unité du front de bataille internationale, ainsi que nous y invitent les Indépendants d'Allemagne, en préparant la fin d'un schisme détestable, il veut l'unité nationale et internationale à gauche.

Jean LONGUET.

### PAIX A LA RUSSIE !

Les révélations de l'américain Bullitt font quelque sensation dans le monde et elles le méritent.

Nous y trouvons la confirmation de tout ce que nous avons écrit sur la triste rôle des Alliés vis-à-vis de la Révolution russe et la justification de la position prise par nous.

La physionomie de M. Lloyd George ne grandit pas au fur et à mesure que nous puissions être prêts, comme l'insinue l'Echo de Paris, à constituer, dans l'équivoque, contre l'extrême-gauche du Parti, la « plus grosse majorité » dont rêvait jadis Renaudel et qui ferait simplement la politique des ex-majoritaires.

Pour affirmer semblable paradoxe, il faut avoir négligé de lire le texte voté, élaboré par la sous-commission, sur la base même de la proposition de notre bon ami Daniel Renoult, dont on sait quel est l'absolu désintéressement, la droiture et l'irréductible attachement aux principes socialistes les plus intransigeants.

Le texte sorti de sa collaboration avec Maurin, Lebas et Poisson constitue la synthèse unitaire nécessaire, mais de cette « unité à gauche », dont certains de nos camarades ex-majoritaires déclarent ne pas comprendre le sens.

Une fois de plus, qu'ils nous permettent de leur rappeler l'exemple de 1905. A ce moment-là fut créée notre unité. Et avec Guesde et Vaillant, j'aurais la fièvre à gauche. De telle sorte que ceux qui n'acceptaient pas le socialisme de lutte de classe, sanctionné par la résolution d'Amsterdam, comprennent que leur place n'était pas dans le Parti, tels Millard, Viviani, Augagneur, ou bien, y sentant l'air irrespirable pour eux, en sortirent bientôt, tels Briand ou... Cointant.

L'orientation du Parti à gauche, elle a été nettement établie par notre précédent Congrès, dont toutes les résolutions demeurent entières. Elle est confirmée par les conditions mêmes dans lesquelles la résolution rapportée par Maurin prévoit et l'action du Groupe parlementaire et son vote contre les crédits et la liberté des fédérations, dans le choix de leurs candidats, et le renforcement de la discipline à l'égard des élus.

Explicitement, elle indique que ceux d'entre les députés qui voteraient la Paix impériale de Versailles se mettraient hors du Parti.

Il est un reproche qui, s'il était exact, m'irait particulièrement au cœur. Ce serait celui d'avoir le moins du monde abandonné ou seulement négligé la Révolution russe.

Mais comment peut-on soutenir cela, quand on a assisté au Congrès ? Notre entière solidarité avec la République des Soviets, chaque fois qu'elle fut affirmée à la tribune, fut acclamée par les quatre cinquièmes des députés. La manifestation chaleureuse de sympathie dont fut l'objet la vaillante campagne de notre cher et admi-

nable ami, Jacques Sadoul, n'est pas moins significative.

Non, à l'heure où la classe ouvrière britannique vient d'affirmer avec une vigueur dont ce pauvre Lloyd George est encore tout éberlué, sa volonté d'arrêter les plans criminels de la Sainte-Alliance capitaliste contre la Russie bolchevik, le Socialisme français est plus résolu que jamais à s'affirmer à cet égard — comme à tous autres — en plein accord avec les prolétariats d'Angleterre et d'Italie.

On le sait bien au sein du Grand Conseil de l'Entente. On le sait si bien qu'on vient de prendre des décisions extrêmement importantes, qui constituent un premier et décisif résultat pour tous les amis du peuple russe et la plus belle récompense pour ceux qui ont mené ici, depuis un an, sa bataille. Elle réjouira particulièrement le cœur de nos braves amis américains, qui, avec Bullitt et Lincoln Steffens, ont été pour la Révolution russe les meilleurs et les plus utiles alliés.

Là encore, le Socialisme français ne recule pas d'un pouce. Bien au contraire. En redoublant ses efforts pour reconstituer l'unité du front de bataille internationale, ainsi que nous y invitent les Indépendants d'Allemagne, en préparant la fin d'un schisme détestable, il veut l'unité nationale et internationale à gauche.

Jean LONGUET.

Les révélations de l'américain Bullitt font quelque sensation dans le monde et elles le méritent.

Nous y trouvons la confirmation de tout ce que nous avons écrit sur la triste rôle des Alliés vis-à-vis de la Révolution russe et la justification de la position prise par nous.

La physionomie de M. Lloyd George ne grandit pas au fur et à mesure que nous puissions être prêts, comme l'insinue l'Echo de Paris, à constituer, dans l'équivoque, contre l'extrême-gauche du Parti, la « plus grosse majorité » dont rêvait jadis Renaudel et qui ferait simplement la politique des ex-majoritaires.

Pour affirmer semblable paradoxe, il faut avoir négligé de lire le texte voté, élaboré par la sous-commission, sur la base même de la proposition de notre bon ami Daniel Renoult, dont on sait quel est l'absolu désintéressement, la droiture et l'irréductible attachement aux principes socialistes les plus intransigeants.

Le texte sorti de sa collaboration avec Maurin, Lebas et Poisson constitue la synthèse unitaire nécessaire, mais de cette « unité à gauche », dont certains de nos camarades ex-majoritaires déclarent ne pas comprendre le sens.

Une fois de plus, qu'ils nous permettent de leur rappeler l'exemple de 1905. A ce moment-là fut créée notre unité. Et avec Guesde et Vaillant, j'aurais la fièvre à gauche. De telle sorte que ceux qui n'acceptaient pas le socialisme de lutte de classe, sanctionné par la résolution d'Amsterdam, comprennent que leur place n'était pas dans le Parti, tels Millard, Viviani, Augagneur, ou bien, y sentant l'air irrespirable pour eux, en sortirent bientôt, tels Briand ou... Cointant.

L'orientation du Parti à gauche, elle a été nettement établie par notre précédent Congrès, dont toutes les résolutions demeurent entières. Elle est confirmée par les conditions mêmes dans lesquelles la résolution rapportée par Maurin prévoit et l'action du Groupe parlementaire et son vote contre les crédits et la liberté des fédérations, dans le choix de leurs candidats, et le renforcement de la discipline à l'égard des élus.

Explicitement, elle indique que ceux d'entre les députés qui voteraient la Paix impériale de Versailles se mettraient hors du Parti.

Il est un reproche qui, s'il était exact, m'irait particulièrement au cœur. Ce serait celui d'avoir le moins du monde abandonné ou seulement négligé la Révolution russe.

Mais comment peut-on soutenir cela, quand on a assisté au Congrès ? Notre entière solidarité avec la République des Soviets, chaque fois qu'elle fut affirmée à la tribune, fut acclamée par les quatre cinquièmes des députés. La manifestation chaleureuse de sympathie dont fut l'objet la vaillante campagne de notre cher et admi-

### Les Tribulations d'un Voyageur sur la Petite Ceinture

Mais ce n'est pas la faute aux cheminots

Revenant de passer une journée au plein air de la plus prochaine banlieue, nous nous sommes trouvés dimanche soir, ma femme et moi, dans une telle détresse, à la porte Maillot, aux derniers rangs de la rue du retour vers les tramways et les autobus, que nous décidâmes — ma femme ayant horreur du métro — de prendre le chemin de fer de Petite-Ceinture.

— Dire que nous habitions près de la gare de l'avenue de Saint-Ouen, et que je n'ai jamais songé à prendre le train qui nous y conduirait en deux temps et trois mouvements ? Faut-il que j'en ai une « couche », tout de même ?

C'est la réflexion que je me fais, à moi tout seul, à l'insu de ma femme qui l'aurait peut-être approuvée, sur le quai même de la gare de Maillot. Il était sept heures et quart.

— Le train qui va à l'avenue de Saint-Ouen ?

— Prenez celui-là qui va partir, répond l'employé, et changez à Courcelles.

Nous montons. Nous filons tout doucement à Courcelles. C'est là que commençent nos tribulations.

Nous ne nous plaignons pas de la longueur du chemin qui nous mène, au bout d'un escalier, à la voie de correspondance.

Un train éclairé est sur la voie, prêt à partir. C'est le nôtre. Ça, par exemple, c'est une vaine ! Dans un quart d'heure nous serons chez nous.

Les minutes passent, le quart d'heure passe. Le train ne bouge pas. La machine frotte et souffle sa vapeur, mais péniblement, comme poussive. Le train ne bronche pas. Les voyageurs s'impatientent. Un fouiste simule à s'y méprendre le sifflet qui donne le départ. La demi-heure s'écoule et l'on attend toujours. L'impatience des voyageurs se manifeste par des trépignements, des cris et des protestations véhémentes. Et la machine continue son halètement ironique.

Survient un employé qui court au long des voitures en criant : « Changez de train. C'est celui-là qui part, là, à gauche, sur l'autre voie. »

— Et nous montons dans l'autre train.

Mais l'impatience s'aggrave et prend le ton de la colère.

— Est-ce que ça va recommencer ? — On se fout véritablement du peuple, à la fin !

La vérité

Un employé se montre à la portière de notre voiture et nous tient les propos suivants que je crois utile de souligner :

— Mesdames et Messieurs, ne vous impatientez plus. On va partir. Ah ! qu'est-ce que vous voulez ? Nous n'y sommes pour rien, nous autres. Il y en a qui croient que c'est la faute des cheminots. On les accuse de faire du boycottage pour protester contre le retard dans l'application des huit heures... N'en croyez rien. C'est faux.

— La vérité, c'est que le charbon que l'on nous donne est horriblement mauvais, plein de terre et de gros cailloux. On a une peine de tous les diables à chauffer la machine avec cette saleté. Cet après-midi, on a laissé six cents voyageurs en panne à Montouris. La machine ne pouvait plus traîner le train. On va partir, mais en deux, au petit bonheur, avec ce train-là qui est plus sûr que l'autre que vous ne venez de quitter. On ira peut-être jusqu'au bout. Mais il ne faut pas en vouloir aux cheminots qui n'y sont pour rien, absolument pour rien.

Et le train part. Il roule jusqu'à la gare de l'avenue de Saint-Ouen à une allure de vieille diligence. Une heure de trajet de Maillot à l'avenue de Saint-Ouen. C'est excessif. A qui la faute ?

A.-M. MAUREL

### LA CHAMBRE

Séance de peu d'intérêt ce matin.

Après un échange d'observations entre M. Clavelle et M. Sibille, on renvoie à vendredi la discussion sur les chemins de fer du Sud, dont le président du conseil d'administration est M. Jacques Stern, banquier à Paris et député de Castellane.

La Chambre aborde ensuite la proposition de loi sur les Chambres d'agriculture. Quarante articles ont été votés.

### LES MONTÉNÉGRINS soulevés contre les Serbes

Le Bureau de la presse du ministère des affaires étrangères du Monténégro communique :

« Le soulèvement au Monténégro, contre les troupes serbes d'occupation, prend des proportions de plus en plus vastes. Les Monténégrins viennent d'occuper la localité de Liéva-Rieka, en coupant ainsi aux Serbes toutes les communications entre le centre du Monténégro et la partie nord-est. Le soulèvement commencé à se répandre également dans les parages des Bouches de Cattaro, où les Monténégrins et les rebelles de Cattaro ont, au cours d'un combat aux environs de Zelenika, tué soixante soldats serbes. »

LONDRES. — Les dockers du port de Hull se sont mis en grève.

NEW-YORK. — Le « World » annonce que, dès la ratification du traité, M. Wilson nommera M. George Mac-Aneny ambassadeur en Allemagne.

M. Mac-Aneny est actuellement directeur du « New York Times ».

### LA CONFÉRENCE DES ALLIÉS ET LA RÉPUBLIQUE RUSSE

L'action du prolétariat européen s'est enfin fait sentir

LONDRES, 16 septembre. — (Par télégramme d'un correspondant) :

Toute la presse anglaise annonce que le Conseil des Alliés a pris des décisions de la plus haute importance en ce qui concerne la Russie. Il s'est rallié, écrit-elle, à la politique britannique d'évacuation, et pense que les aventures russes sont mauvaises en principe (sic) et que l'avenir du peuple russe doit être fixé par lui-même, pourvu qu'il respecte les droits de ses voisins.

Toute la presse de Londres et de province souligne que cette décision se produit immédiatement à la suite du retour de M. Lloyd George dans le Conseil.

La presse socialiste et libérale raille la subite conviction des Alliés que « les aventures russes ne valent rien », après y avoir tellement dépensé le sang et l'argent de leurs peuples.

Elle s'accorde à expliquer le changement d'attitude de M. Lloyd George par la victoire d'Henderson à Widnes et par le vote si vigoureux du Congrès de Glasgow.

Notons le mépris vraiment scandaleux avec lequel nos gouvernements traitent le public français. Pas un mot de cette décision capitale du Conseil des Alliés, en ce qui concerne la Russie, n'a paru dans aucun journal français ce matin, la nouvelle ayant été soigneusement cachée.

LE COMMENTAIRE AIGRE-DOUX DU « TIMES »

Le « Times » commente ainsi la nouvelle situation russe :

« En même temps que nous recevons la nouvelle que le Conseil suprême a décidé d'abandonner la Russie à son sort, on apprend que l'Esthonie, à laquelle se joignent probablement les autres Etats balkaniques, entame des négociations de paix avec les bolcheviks. »

Le Conseil suprême n'a pas reconnu les bolcheviks et M. Lloyd George a déclaré que les crimes commis par eux rendent toute reconnaissance impossible. En fait, les Etats balkaniques sont à la veille de reconnaître le gouvernement des Soviets, de sorte que le Conseil suprême a apparemment décidé que le bolchevisme, tant qu'il restera confiné à la Russie, est tolérable. Nous doutons cependant que cette condition puisse être remplie pour bien longtemps. »

Une délégation représentant le gouvernement de l'Esthonie, sera envoyée à la rencontre de la délégation russe.

Des négociations amèneront très probablement la conclusion d'un armistice et l'établissement d'une ligne de démarcation. — (Information.)

LA LETTONIE ET LA LITHUANIE IMITERONT-ELLES L'ESTHONIE ?

Londres, 16 septembre. — Le représentant du gouvernement esthonien à Londres confirme la nouvelle suivant laquelle des négociations de paix vont s'ouvrir incessamment entre le gouvernement esthonien et les bolcheviks.

Par contre, le représentant de la Lithuanie à Copenhague émet des doutes sur la véracité des nouvelles de source allemande annonçant que la Lettonie, l'Esthonie et la Lithuanie auraient décidé d'accepter les offres de paix bolchevistes. — (Information.)

LA PRISE DE TOBOLSK

Londres, 16 septembre. — Un communiqué du quartier général de l'Armée Kolchak admet la perte de Tobolsk, mais déclare que la récente offensive commencée sur le centre gauche et dans les secteurs du sud a été un succès considérable.

Par contre, un communiqué bolcheviste annonce une avance sur le front du Turkestan.

Le Conseil suprême

Le Conseil Suprême des Alliés, comme le phénix, renaît de ses cendres. Au moment où on le croit mort, il surgit soudain dans un bref communiqué de la Conférence. Sa composition est assez variée, au hasard d'un voyage de ministre allié ou d'une crise ministérielle ici ou là. Ainsi, il a pris goût à M. Lloyd George de venir converser à Paris avec M. Clemenceau : on en a profité pour relancer une minute le prestige du Conseil Suprême, en y introduisant le Premier Anglais. M. Orlando était parti. M. Tittoni l'a remplacé. M. Balfour s'en va. Lord Curzon arrive. Si l'on songe à l'esprit de suite qui caractérise M. Clemenceau, on imagine sans peine quelle cacophonie doivent être ces discussions où le sort de l'Europe est en jeu.

Mais on annonce que le Conseil Suprême va disparaître prochainement. Voilà qui prouve son utilité. On aurait mieux fait de ne le jamais créer.

Déménagement ? Le Chicago Tribune de ce matin écrit : « Il a été dit que les Anglais songeaient à faire transporter le siège de la Conférence de la Paix à Londres. »

Ainsi présentée cette information est erronée. Si la Conférence quitte Paris ce sera pour s'installer dans une villa neutre. »

Nouvelle note à l'Allemagne ? Selon la « Chicago Tribune », le maréchal Foch, qui était présent aux deux réunions d'hier du Conseil des Cinq, aurait reçu des instructions pour l'envoi d'une nouvelle note à l'Allemagne. Par cette note, les Alliés lui notifieraient qu'ils la tiennent pour responsable de l'occupation de la Lithuanie par l'armée von der Goltz, et cela en dépit des déclarations allemandes affirmant que von der Goltz a agi de sa propre initiative et avec l'appui des barons baltes.

Le traité en Italie La minorité socialiste de la commission parlementaire chargée d'examiner le traité de Versailles a déposé à la Chambre un rapport rédigé par le député Modigliani.

Il rapporte dit que les socialistes, qui ont toujours été les adversaires de la guerre, ne peuvent pas collaborer à sa conclusion ; si les socialistes étaient au pouvoir, ils devraient plutôt annuler le traité.

Combinaisons en Orient A la Conférence, des arrangements temporaires concernant la Syrie ont été conclus entre la France et l'Angleterre. L'Angleterre soutiendrait la proposition de donner à la France un mandat sur la Syrie.

De plus, les Anglais retireraient leurs troupes dans la Syrie et la Palestine du sud et laisseraient les Français dans la Syrie du nord.

Les Français n'occuperaient pas les cités d'Alep, Damas ou Hama. On pense qu'ils négocieront avec l'émir Faïçal au sujet des limites exactes des régions qu'ils occuperont. La commission américaine n'a pas pris part à la discussion franco-anglaise, mais M. Francis Pick a annoncé que tous les arrangements convenus à présent sur l'occupation militaire pour le maintien de l'ordre dans ces régions ne seront pas considérés par la commission américaine comme préjudicant au sort des territoires, c'est le traité turc qui le règlera définitivement.

sorte que le Conseil suprême a apparemment décidé que le bolchevisme, tant qu'il restera confiné à la Russie, est tolérable. Nous doutons cependant que cette condition puisse être remplie pour bien longtemps. »

L'ESTHONIE ACCEPTE DE NEGOCIER AVEC LES SOVIETS

Londres, 16 septembre. — On mande de Helsinki, via Copenhague, que l'Assemblée constituante de l'Esthonie a décidé d'accepter l'offre du gouvernement des Soviets d'entamer des négociations.

Une délégation représentant le gouvernement, le Parlement et l'armée, sera envoyée à la rencontre de la délégation russe.

Des négociations amèneront très probablement la conclusion d'un armistice et l'établissement d'une ligne de démarcation. — (Information.)

LA LETTONIE ET LA LITHUANIE IMITERONT-ELLES L'ESTHONIE ?

Londres, 16 septembre. — Le représentant du gouvernement esthonien à Londres confirme la nouvelle suivant laquelle des négociations de paix vont s'ouvrir incessamment entre le gouvernement esthonien et les bolcheviks.

Par contre, le représentant de la Lithuanie à Copenhague émet des doutes sur la véracité des nouvelles de source allemande annonçant que la Lettonie, l'Esthonie et la Lithuanie auraient décidé d'accepter les offres de paix bolchevistes. — (Information.)

LA PRISE DE TOBOLSK

Londres, 16 septembre. — Un communiqué du quartier général de l'Armée Kolchak admet la perte de Tobolsk, mais déclare que la récente offensive commencée sur le centre gauche et dans les secteurs du sud a été un succès considérable.

Par contre, un communiqué bolcheviste annonce une avance sur le front du Turkestan.

## LA PAIX FANTÔME

Le Conseil suprême

Les débats au Sénat américain

Washington, 15 septembre. — L'impression générale au moment de l'ouverture des débats sur le traité de Versailles au Sénat, est que les séances se prolongeront pendant six semaines au moins, et peut-être jusqu'à Noël, à moins que d'ici là un compromis n'intervienne entre le président Wilson et le sénateur Lodge. Or, jusqu'ici, rien ne vient indiquer que la base d'un tel compromis ait été trouvée, bien que les leaders démocrates se soient déclarés disposés à faire la moitié du chemin pour rencontrer les républicains.

La position du sénateur Knox se trouve renforcée du fait de l'appui qui lui est fourni, dans son opposition au traité, par M. Lansing, à la suite des déclarations de M. Bullitt qui n'ont toujours pas reçu de démenti de la part du Secrétaire d'Etat.

On s'attend à ce que M. Knox prononce, dès le commencement du débat, un discours pour renouveler ses attaques contre le traité et demander aux Américains de se retirer de toute participation aux affaires européennes.

D'autre part, le coup d'Etat de d'Annunzio à Fiume a provoqué une vive émotion. Les adversaires du traité s'en servent comme d'un argument pour faire ressortir le danger qui résulterait pour les Etats-Unis, de s'engager dans les affaires de l'Europe, et de présider, en cas de ratification, des « entreprises impérialistes » analogues. A l'avenir, disent-ils, d'autres nations européennes menaceraient constamment de placer les Etats-Unis dans une situation dangereuse et embarrassante.

Les adversaires les plus acharnés du traité vont jusqu'à déclarer que les événements de Fiume suffisent à justifier le refus des Etats-Unis de participer à la reconstruction et à la réorganisation de l'Europe.

Les nouvelles sur le développement de l'équipe de d'Annunzio sont attendues avec anxiété, tant par les adversaires que par les partisans du traité.

L'ouverture officielle de la discussion du traité laisse espérer que l'on ne tardera pas à être fixé sur l'état des forces en présence, qui décideront si le principe d'adopter le texte du traité sera ou non adopté.

Le premier amendement qui viendra en discussion sera celui qui vise à accorder aux Etats-Unis, dans la Ligue des Nations, le même nombre de voix qu'à la Grande-Bretagne. Le vote sera probablement acquis cette semaine.

Le sénateur Jones a ouvert les débats au nom des défenseurs du traité, en prononçant un discours où il a élogieusement soutenu l'attitude du président Wilson.

Le sénateur républicain Mac Cumber, membre de la commission des affaires étrangères, et partisan du traité, a présenté un rapport personnel dans lequel il déclare que les modifications proposées par les autres membres républicains de la commission sont présentées sous une forme discursive, méfiante et exagérée, qui témoigne d'un regrettable esprit de parti. Il préconise des réserves, au lieu des modifications proposées par M. Lodge. — (Radio.)

POLITIQUE INTERNATIONALE

### L'Orage gronde...

La situation de M. Lloyd George et de ses collègues devient de plus en plus pénible. La politique réactionnaire et sornoise de M. Winston Churchill n'aura pas peu contribué à l'aggraver. A Londres, comme ailleurs, la question russe demeure au premier plan.

La manifestation que le Congrès trade-unioniste de Glasgow a faite contre l'intervention a retenti comme un coup de tonnerre. La presse bourgeoise prend peur : témoins les articles du Daily Express, et voici que de tous côtés l'on somme Lloyd George de changer d'attitude vis-à-vis des Soviets. Les révélations sensationnelles de Bullitt ont d'ailleurs fourni des arguments nouveaux à ceux qui ne se jugeaient pas édifiés, et le vieux parti libéral, qui tremblait devant la coalition impérialiste, ose se prononcer catégoriquement contre l'